

MICHEL
AGIER

CNRS EDITIONS



**Les migrants
et nous**

Comprendre Babel

LES MIGRANTS ET NOUS
COMPRENDRE BABEL

Michel Agier

LES MIGRANTS ET NOUS
COMPRENDRE BABEL

CNRS ÉDITIONS
15, rue Malebranche – 75005 Paris

Deux conférences sont à l'origine de cet ouvrage. « La cause des migrants existe-t-elle ? » a été présentée et discutée à l'Université populaire d'Arcueil/Anis Gras, le 1^{er} février 2016. La conférence “Nova *cosmopolis*. As fronteiras como objetos de conflito no mundo contemporâneo” a été présentée à la 39^e Rencontre annuelle de l'Association Brésilienne des Sciences sociales (ANPOCS), le 27 octobre 2015 à Caxambu (Minas Gerais). Toutes deux ont été revues et développées pour la présente publication. Celle-ci a été écrite lors de l'élaboration puis du démarrage en avril 2016 du projet de recherches « Babels, la ville comme frontière. Ce que les villes font aux migrants, ce que les migrants font à la ville », sélectionné et soutenu par l'Agence nationale de la recherche (ANR). Ce livre lui fait donc écho autant qu'il en est une brève et personnelle contribution.

INTRODUCTION

UN MOMENT POLITIQUE EUROPÉEN

Les événements dramatiques dont la mer Méditerranée a été le théâtre au cours de l'année 2015 ont fait franchir un seuil à la conscience européenne de la question des frontières et des migrations. En fait, les morts aux frontières de l'Europe sont des milliers depuis la fin des années 1990 – plus de 25 000 selon les estimations officielles –, et d'année en année, la Méditerranée est devenue un mur non pas infranchissable mais de plus en plus dangereux, comme le sont devenus aussi les Balkans. Il reste que les naufrages et les morts de cette année 2015 ont fait penser, peut-être par effet de saturation, à une « catastrophe » humaine plus que les années précédentes.

Octobre 2013, 366 naufragés près de l'île de Lampedusa ; septembre 2014, plus de 500 morts au large de Malte, et 3 500 pour l'année 2014 ; entre le 12 et le 19 avril 2015, au moins un millier de morts en trois naufrages, et près de 4 000 morts sur toute l'année. Pour les six premiers mois de 2016, selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), 2 814 personnes auraient péri en Méditerranée.

Ces événements ont rappelé que l'Europe n'est pas hors du monde mais bien, à l'échelle de la planète, plutôt proche des lieux les plus engagés dans des guerres ou des crises durables : Syrie,

Irak, Afghanistan, Érythrée, Soudan du Sud, Libye. C'est de ces régions-là qu'est parti le plus grand nombre de migrants et demandeurs d'asile vers l'Europe ces dernières années, même si d'autres personnes ont continué d'arriver d'autres régions en crise – politique, sociale, écologique ou économique – comme l'Afrique de l'Ouest, du Centre ou du Nord. Sur toute l'année 2015, on compterait, selon la commission européenne, 1 million de personnes arrivées aux frontières grecques et italiennes, et 1,2 million de demandes d'asile déposées dans l'ensemble des pays de l'Union européenne. Alors que les gouvernements, notamment en France, sont d'abord restés prisonniers d'un langage et d'une politique sécuritaires, entretenant l'illusion d'un possible enfermement sur soi des Européens, et donc suscitant une espèce de politique de l'indifférence à l'égard du monde, des citoyens et des associations se sont mobilisés, apportant aide et hospitalité aux migrants, sans que cet engagement ne se fasse réellement entendre dans les milieux politiques et les médias. En France, à Calais, le regroupement forcé des migrants et demandeurs d'asile en avril 2015 dans un camp à l'extérieur de la ville a rendu plus difficile le lien des associations locales avec les déplacés.

C'est dans ce climat inquiétant à plus d'un titre que s'est inscrit un second pas décisif: l'Allemagne a annoncé le 25 août 2015 sa décision de traiter favorablement les demandes d'asile de 140 000 Syriens déjà présents dans le pays plutôt que de les renvoyer dans leur pays d'entrée en Europe comme l'exige le règlement de l'asile européen, ainsi que de recevoir jusqu'à 800 000 nouvelles demandes d'asile dans les deux années à venir. La chancelière allemande Angela Merkel a ainsi modifié d'un coup l'agenda et surtout les discours des pays européens – au moins pendant quelques jours. Donnant l'exemple sans attendre une décision européenne, appelant à respecter la « dignité de chaque être humain » en plaidant

pour une politique des quotas de réfugiés et finissant par imposer aux autres pays l'accord sur le principe de cette répartition dans les différents pays membres de l'UE, l'Allemagne a ce jour-là envoyé un signal fort aux autres États européens : elle a montré qu'on peut être tout à la fois humaniste et réaliste en légalisant des passages de frontière que l'Europe juge généralement indésirables ; elle a aussi montré que c'est un faux-semblant pour les gouvernements de brandir la menace des extrêmes-droites xénophobes et qu'il est, bien au contraire, possible d'y répondre par des paroles et des actes d'hospitalité qui, seuls, permettent de ne pas faire de la mobilité des uns le problème des autres.

De manière assez étonnante, à la suite de cette prise de position allemande de la fin août 2015, les choses se sont accélérées : les solidarités citoyennes, associatives, municipales ont pu être entendues, on les a vues relayées dans la presse, et plus encore sur les réseaux sociaux ; les partis politiques autant que les gouvernements ont été sommés de dire quelque chose en faveur de l'accueil des migrants. Puis l'émotion provoquée par la photo, diffusée le 3 septembre 2015, d'un enfant mort sur une plage turque a fait tomber le voile de la figure fantasmatique de « l'étranger » indésirable et a libéré les élans de solidarité. Ces « migrants » sans nom pouvaient donc nous ressembler, tout comme le petit Aylan pouvait bien être endormi, en chien de fusil, dans la chambre de notre enfant. On attribue souvent l'élan de solidarité envers les migrants qui s'est exprimé à ce moment-là à la seule émotion suscitée par cette photo. Mais il a fallu quelque chose en plus pour qu'elle fasse s'émouvoir et agir tant de monde, alors que des dizaines et des dizaines de photos d'enfants morts ou blessés ont été diffusés dans les médias avant et après celle-là sans provoquer de réaction. Ce quelque chose en plus, c'est le contexte politique créé par les positions de l'Allemagne quelques jours plus tôt, et, dans les semaines

précédentes, un climat politique, social et médiatique demandant une réponse plus humaine face à la situation.

Tout cela a fait exister un véritable moment politique européen. Quelques jours d'un changement radical ont bien eu lieu, durant lesquels l'Europe s'est mise à exister en tant que telle. Car on n'est jamais autant soi-même que lorsqu'on s'ouvre aux autres.

Bien sûr, direz-vous, cela n'a duré que quelques jours. Dès la fin septembre 2015, sous prétexte de distinguer les vrais des faux réfugiés, de ne pas créer « d'appel d'air », de ne pas pouvoir accueillir « toute la misère du monde », selon le principe quelque peu ethnocentrique consistant à se considérer comme l'eldorado que le monde entier désirerait atteindre, mais aussi sous l'effet d'une véritable panique de certains gouvernants – et, par ricochets, de leurs gouvernés – face à des urgences humanitaires par lesquelles ils craignaient d'être dépassés, les retours en arrière ont été rapides et violents. Plus de murs et de barbelés, moins de passages, plus de camps, moins d'hospitalité, toujours plus de peurs brandies comme fondement de la « gouvernance » – cette méthode qui consiste à dire qu'« on n'a pas le choix » (aussi appelée « Tina » pour « *There Is No Alternative* ») et qui empêche ainsi la politique de s'exprimer lorsqu'une part de la société dit et veut autre chose que ceux qui gouvernent. Pourtant c'est ce moment politique que je voudrais retenir, juste avant le retour vers la routine de la gouvernance où prévalent l'inquiétude sécuritaire, la fermeture sur soi, la solution des camps. Un peu à l'image de l'histoire contre-factuelle qui permet de relativiser les évidences qui se sont imposées un jour en montrant qu'il aurait pu en être autrement, la mise en exergue de ces journées hospitalières à l'échelle de l'Europe, cette courte semaine de fin août à début septembre 2015 où les mots ont changé, peut nous aider à nous décentrer de nous-mêmes pour observer ce monde où nous vivons maintenant.

J'enquête depuis plus de quinze ans auprès des personnes en déplacement, des réfugiés et des migrants (dont certains sont considérés « clandestins ») dans différentes parties du monde, allant voir comment ils vivent dans les lieux qu'ils traversent et qu'ils finissent parfois par habiter (des camps, des campements provisoires, des bords de routes ou des squats). Ce sont les terrains d'enquête d'une anthropologie des frontières, des mobilités et de la migration, que j'associe à la mondialisation humaine et à une nouvelle condition cosmopolite. C'est cela, le « lieu d'où je parle ». Depuis ce lieu-là, les mondes de la mobilité et du déplacement, j'observe les sociétés qui regardent les migrants. La problématique de ce petit essai, c'est donc « nous », ce « nous » des gens établis, ce nous-là qui les regarde, « eux » les migrants ; et ce sont les mots et les idées avec lesquels nous établissons (ou non) une relation avec eux.

Cette relation, depuis quelques années, se transforme. Les pays du Sud et ceux du Nord sont maintenant clairement reliés, et les chassés-croisés entre touristes (du Nord vers le Sud) et migrants (du Sud vers le Nord) en sont une des évidences parmi bien d'autres. À l'échelle planétaire, ces deux parties du monde sont solidaires au sens de cette « solidarité organique » dont a parlé le sociologue Émile Durkheim au début du xx^e siècle pour décrire les fondements de toute société complexe (et non pour faire la promotion des sentiments ou actions « solidaires »), une complexité devenue globale.

Rien d'étonnant alors à ce que les questions qui émanent normalement des terrains de recherche plus ou moins lointains sur les mondes de la migration, aient commencé à se poser aussi pour beaucoup d'Européens, à apparaître sur les écrans et sur les ondes lorsque sont entrées dans leur vie, de manière obsédante et souvent dramatique, les images de la migration sous les formes de

catastrophes et de polémiques publiques : ces questions portent sur l'accueil, le rejet ou la rétention de certains migrants, sur la place des étrangers dans l'identité des Européens, sur la possibilité de mettre en relation les migrants, le monde et nous, selon le principe de la solidarité organique mentionné plus haut mais aussi selon les choix, sociétaux et politiques, que font depuis toujours les « établis » et les « nomades » pour se rapprocher, ou non. C'est cette rencontre entre des personnes en mouvement en Afrique, au Proche-Orient ou au sud de l'Europe, et les inquiétudes françaises et européennes de la période récente à propos de la « crise migratoire », qui m'a conduit à reprendre ces questions. Y a-t-il autre chose qu'une vaine indignation ? Comment les établis voient-ils les *outsiders* ? Quelle relation s'établit entre les uns et les autres ? Entre la peur et la compassion, entre le besoin de sécurité, de limites et de frontières d'une part, et le sentiment d'un devoir de sauvetage des victimes d'un monde chaotique d'autre part, y a-t-il place pour un principe partagé, universel, qui ferait des migrants, plutôt qu'un problème, une cause pour tous, au sens d'une épreuve qui nous tire en avant, vers la compréhension et le désir d'un monde commun ?

LA CAUSE DES MIGRANTS EXISTE-T-ELLE ?

Poser cette question, ce n'est pas parler à la place ni au nom de toutes les personnes qui s'engagent d'une manière ou d'une autre pour un meilleur accueil ou un traitement plus humain du problème des migrants ou des réfugiés en Europe. Ce n'est pas non plus les sommer de répondre en disant au nom de quoi, de quelles idées ou valeurs elles sont engagées. Des sociologues et politistes enquêtent sur le sujet et le font très bien. Je pense en particulier aux recherches de Johanna Siméant sur « la cause des sans-papiers », ou à celles, plus récentes, de Mathilde Pette sur « la cause des étrangers »¹. Dans les deux cas, la « cause » est étudiée à travers sa mise en œuvre par des mouvements et des associations. La cause, de ce point de vue-là, ce sont les mouvements eux-mêmes, et la réponse se fonde sur des « trajectoires militantes », elle montre des logiques d'engagement, en particulier celles des religions universalistes ou bien des partis politiques de gauche, ce qui nous dit déjà quelque chose de la dimension humaniste de cette décision d'agir. Mon propos ne se situe pas exactement dans le même espace de réflexion, je pars d'une question omniprésente dans les débats européens de 2015, mais de manière rampante, non entièrement assumée par les uns et les autres : au nom de quoi devrait-on

1. Voir en fin de volume les références bibliographiques correspondant aux auteurs et aux thèmes mentionnés.

s'engager pour des personnes qui ne sont pas exactement des « immigrés », des « travailleurs sans papiers », ou des « réfugiés politiques », mais des migrants, c'est-à-dire des personnes en mouvement, plus ou moins bloquées aux frontières, plus ou moins errantes, parfois incontrôlables, en général peu visibles ou alors seulement sous une forme dramatique et « exceptionnaliste » ? Comment nous sentir solidaires de personnes dont la vie quotidienne est si éloignée de la nôtre et en même temps physiquement si proche voire apparemment invasive, des personnes qui nous sont étrangères et semblent devoir (ou vouloir) le rester parce qu'elles n'ont ni où, ni comment, ni pourquoi, s'intégrer au pays d'accueil ?

Il peut sembler étrange de poser ainsi la question de l'existence même d'une cause, de sa possibilité, et non pas de dire ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être, d'en donner une définition. En fait, cette question résulte d'une succession d'étonnements, de confusions, d'agacements même face à ce qu'on a entendu au cours de l'année 2015 en Europe. Finalement, quelle est la norme ? Quelle est la prescription donnée par le pouvoir aux citoyens, ou par les médias à « l'opinion publique » ? Accueil ou rejet, « *welcome* » ou « pas chez moi », dedans ou dehors ? Entre « nous » et les migrants s'est établie une relation incertaine du point de vue de l'engagement, du concernement, de la solidarité ou de l'attention. En quoi chaque citoyen européen a-t-il pu se sentir engagé et jusqu'où ? En outre, dans cette actualité quelque peu contradictoire, le partenaire de la « cause » des migrants est mal identifié. De qui parle-t-on quand on parle de ces « autres »-là et quelle relation est présente ou possible entre « nous » (qui nous dirons établis, sédentaires, autochtones, mais aucun de ces termes n'est absolument exact) et « eux » (les migrants, les réfugiés, les nomades, les étrangers, mais là non plus, aucun des termes n'est absolument exact) ?

Le « nous » que j'utilise dans cette réflexion est relationnel, il n'est pas ethnique, racial ou national. Autrement dit, ce peut être n'importe qui du point de vue de l'identité, mais c'est celui ou celle qui est établi quelque part et regarde celles et ceux qui arrivent comme des étrangers (au sens du mot anglais *outsiders*). Dans ce regard, se jouent la relation et l'identité relative des uns vis-à-vis des autres. C'est ce regard et cette relation que je voudrais maintenant décrire.

Des migrations singulières. La cause des individus

Tout d'abord, prenons acte du fait qu'il n'y a plus à proprement parler de cause « politique » à l'image de celles qui ont pu induire la solidarité active des hôtes, comme avec les réfugiés espagnols de la *retirada* de 1939 face à l'avancée du pouvoir franquiste, avec les réfugiés hongrois ou tchèques fuyant les troupes soviétiques des années 1950 et 1960, avec les réfugiés palestiniens ou sahraouis et leur lutte en exil pour la reconquête de leur territoire national, avec les exilés chiliens, argentins ou brésiliens des années 1970 fuyant les dictatures de Pinochet, Videla ou Medici soutenues par les États-Unis. Ces réfugiés-là étaient littéralement des réfugiés « politiques », ils portaient en eux, avec eux, une cause politique qu'ils entretenaient éventuellement sur les lieux de leur exil européen avec le soutien, collectif ou individuel, de leurs hôtes qui partageaient leurs convictions et leur combat. Ce fut encore le cas, bien que de manière quelque peu différente (l'élan humanitaire se mêlant à la cause politique et au clivage Est-Ouest), avec l'accueil des réfugiés d'Asie du Sud-Est au tout début des années 1980 : en quatre ans (1979-1982), plus de vingt pays, dont les États-Unis mais aussi la France, l'Australie et le Canada, ont accueilli,

selon le HCR, 623 000 réfugiés indochinois. C'est dans ce cadre que la France a accueilli 130 000 « *boat people* » sans difficulté.

Aujourd'hui, qu'elles soient nommées « réfugiées » ou « migrantes », les personnes en déplacement, celles-là mêmes qui affluent en foule contre les grilles des pays de l'Est européen ou qui traversent la Méditerranée au risque de leur vie, venant de Syrie, d'Irak, de Libye, de Turquie ou du Liban, d'Érythrée, du Soudan, du Nigeria, du Mali ou du Maroc, tous ces migrants et réfugiés ne représentent pas de cause politique collective. Ils sont perçus comme des masses d'individus (tout au plus regroupés en petite unité familiale, comme on l'a vu avec les Syriens). Ils n'ont que leur vie à raconter, et ceux qui en Europe les écoutent éprouvent quelque difficulté à en dire quelque chose de général, au-delà des cas individuels, par exemple du point de vue des mobilisations politiques que ces récits appelleraient. Les mots de misère, malheur, souffrance viennent plus spontanément.

Bien sûr, on doit opposer à cela les prises de parole très politiques qu'on entend dans les enquêtes actuelles menées auprès des migrants (ayant ou non le statut de « réfugié ») : ils parlent des dictatures, du pétrole ou de la corruption, des alliances diplomatiques qui minent leur pays ou leur région (Guinée équatoriale, Soudan, Tchad, Kurdistan, etc.), de la compromission des gouvernements et des hommes d'affaires européens ou américains avec ces dictatures qu'ils ont fuies. Mais ces propos ont du mal à trouver un écho dans les sociétés d'accueil et parmi celles et ceux qui se nomment les « aidants » et considèrent qu'ils sont venus là, eux, à leur rencontre, pour aider et soigner des personnes à un moment de leur trajet singulier, et ils ne savent pas quoi faire de ces colères politiques, qui se figent, deviennent obsessionnelles ou se taisent, et seront parfois reversées au compte des pathologies de l'exil.

Examinons maintenant de plus près les trois raisons les plus couramment mobilisées pour aider les migrants ou prendre position en faveur de leur accueil : ce sont la souffrance, l'identité et la différence.

Au nom de la souffrance. La cause humanitaire

Cela suppose que l'autre souffre, et qu'on l'aborde comme une victime. C'est une « cause » omniprésente et *a priori* irréfutable dans les justifications du premier geste d'engagement et dans les images du migrant comme victime. Celle-ci, au filtre des images qui la représentent, devient un humain figé et sans voix, un humain non tout à fait accompli (enfant) ou alors diminué (malade, souffrant), et « moi » comme dominant à distance. La compassion suppose que l'autre sur lequel on s'attriste soit souffrant, c'est-à-dire diminué. Voire mourant, voire mort. Donc il n'est plus là. On peut développer cette analyse et dire que ce sentiment suppose l'absence et le silence de l'autre. La diffusion de l'image de l'enfant mort sur une plage turque et l'émotion suscitée par cette image concentrent toute cette conception de la cause humanitaire du migrant.

Plus généralement, les images de détresse qui circulent depuis des années sur les souffrances et la mort aux frontières accentuent l'impression de sous-humanité associée à ces personnes précaires en mouvement, ce qui est humiliant pour elles qui se voient au contraire comme des « aventuriers » ou des héros pour les leurs, et dont les récits mettent en évidence l'incroyable courage et la force intérieure qu'il leur a fallu pour affronter de nombreux risques.

Souvent un malentendu se produit sur le terrain des interventions humanitaires : celui ou celle qui reçoit l'aide n'a *a priori* rien à dire ni rien à faire. Les conflits sont pourtant nombreux et des volontaires humanitaires reviennent souvent déçus de leurs missions lointaines parce qu'ils n'ont « rien » vu. En fait, dans cette forme d'intervention, une relation a du mal à s'établir. Pour le comprendre, on peut revenir au principe du don et contre-don dont Marcel Mauss puis Claude Lévi-Strauss ont fait la base la plus élémentaire de l'échange social. Dans le cycle du don qui prend les formes successives de donner, recevoir et rendre, le fait de recevoir signifie l'acceptation de la relation – et peut donc être considéré comme optionnel dans une société d'individus libres et en bonne santé. Or recevoir implique de rendre, ce qui engage la relation. Mais pour que celle-ci existe vraiment, il convient de ne pas rendre immédiatement, ce qui interromprait la relation aussitôt née. C'est le temps laissé entre le recevoir et le rendre qui permet la relation entre deux personnes, c'est dans cette temporalité que d'autres actions et paroles la nourrissant peuvent avoir lieu – un autre anthropologue, Maurice Godelier, l'a bien montré plus récemment. Or, le don humanitaire n'appelle aucun contre-don, il le refuse même par principe puisqu'il est charitable (et dans ce cas, c'est un don « fait à Dieu », dans l'islam comme dans le christianisme, les qualités propres de celui qui reçoit étant indifférentes). Au mieux, les « bénéficiaires » diront « merci » mais ils savent que ce n'est pas une obligation sociale. Ils peuvent aussi politiser la relation en demandant plus ou autre chose au nom des droits de l'Homme et donc en changeant radicalement la teneur de la relation. C'est cette réaction qui sera mal prise ou incomprise par les « aidants » alors que c'est elle qui, précisément, serait susceptible d'instaurer une relation entre égaux.

Ainsi, dans l'élan humanitaire, celui qui donne (ou transmet le don) n'atteint pas vraiment « l'autre » dont on parle, qu'on veut secourir, dont on croit connaître déjà les besoins. Cet absent de la relation, c'est le sujet de parole, il est comme un disparu. C'est à cause de cette disparition qu'on oublie, par exemple, de rapporter ce que, depuis des années, disent et écrivent sur des pancartes les personnes qui sont bloquées aux frontières, à Vintimille ou Calais – nous reviendrons plus loin là-dessus.

On peut opposer à cela que l'accueil peut être donné comme le terme d'un échange. Ainsi, l'anthropologue Emmanuel Terray, lors d'une manifestation de soutien à des travailleurs sans papiers à Paris, au début des années 2000, déclara (je cite de mémoire) : « Si je défends l'accueil des étrangers, c'est pour des raisons très simples : j'ai été toujours très bien accueilli dans tous les villages où je suis allé en Afrique, jamais laissé dehors, j'ai toujours reçu le gîte et le couvert, maintenant je veux rendre ce que j'ai reçu ». Il s'agit donc de donner, recevoir, rendre ; il est possible d'imaginer, dans cet esprit-là, un échange indirect ou généralisé, avec d'autres personnes et d'autres lieux entrant dans le cycle de l'échange, jusqu'à former une société complexe, organiquement solidaire, dont la planète serait le cadre.

Au nom de la ressemblance. La cause identitaire

En France au mois de septembre 2015, beaucoup de personnes ont réagi positivement à l'ouverture des frontières et aux appels à l'accueil en invoquant leur propre histoire. L'identification est en effet une des manières d'être « concerné », et ainsi de se détacher, au moins sur une question en particulier (une « cause »), de l'indifférence qui prévaut dans l'existence de celui que le

sociologue allemand Georg Simmel au début du xx^e siècle avait appelé « l'homme blasé », c'est-à-dire un citoyen qui cohabite avec la diversité des métropoles sans en être dérangé mais sans être non plus engagé par et pour elle. Il lui faut pouvoir établir un lien personnel avec ce qu'il voit pour se sentir concerné, pour passer de l'indifférence à l'action. Souvent les manifestants en soutien aux migrants ont déclaré « je suis moi-même fille/fils de migrant, de réfugié, etc. ». La « cause », dans ce cas, c'est soigner l'autre qui incarne l'autre-moi-qui-est-en-moi, et qui suppose donc une part d'identification. Mais toute identification est risquée car elle peut finir par nier le sujet qui se trouve pris dans ma propre identité narrative; celle-ci me dicte comment j'inscris cette cause des migrants dans mon propre récit.

C'est donc dans ce cas l'identité qui serait à l'origine et à l'horizon de la cause. Au risque bien sûr de devenir une sorte de cause identitaire, avec tous les pièges que cela comporte.

Certains des dirigeants français ont ainsi fait valoir leur propre biographie de fils ou fille de migrants ou réfugiés pour défendre ladite cause, par exemple la maire de Paris Anne Hidalgo et le Premier ministre Manuel Valls, enfants de migrants espagnols. Mais ce dernier en particulier a pris soin de rappeler, quelques semaines plus tard, dans le débat qu'il a lui-même suscité sur la déchéance de nationalité pour les criminels binationaux, qu'il n'était pas, ou plus, binationnel, mais seulement français, qu'il avait choisi. Est-ce le modèle qu'il propose? Un modèle d'intégration qui suppose l'atténuation de l'autre, voire sa disparition (officielle au moins), proche ainsi de « l'assimilation », principe né dans la culture coloniale française. Dans ce cas, le piège de la cause identitaire est là encore de nier la subjectivité de l'autre.

On retrouve ce conflit entre l'identité et le sujet dans la difficulté qu'ont certains militants associatifs à accepter certaines attitudes

sociales ou politiques de la part des migrants qu'ils veulent bien accueillir chez eux et dont ils attendent parfois plus de retour, de participation, d'engagement collectif ou de sentiments qu'ils n'en trouvent réellement. Les personnes qu'ils accueillent peuvent d'ailleurs disparaître du jour au lendemain, dès qu'une opportunité se présente, un train, ou un bateau, un emploi temporaire ailleurs.

Une démarche comparable d'identification se trouve dans un mouvement que l'on dit politiquement radical, appelé « No Border », mais dont l'engagement se fonde sur une apparente convergence de mode de vie, entre ceux qui sont mis au ban et ceux qui se mettent au ban de la société volontairement. Ils font ainsi se rejoindre deux conceptions différentes de la « marginalité », l'une plus sociale (la mise au ban subie) l'autre plus culturelle (la mise au ban choisie). Ce qui finit par créer un autre malentendu, politique celui-là, car s'il peut y avoir convergence de radicalité à un moment donné (et c'est la raison pour laquelle on attribue à un vague mouvement « No Border » toute contestation des migrants sur leur sort), les migrants ne se veulent pas, eux, marginaux socialement ou culturellement. S'ils s'accommodent d'une vie sous des bâches ou dans des baraques en planches, ils ne l'ont pas choisie. C'est un des malentendus qui fait que l'on confond souvent leur condition de migrants avec une identité marginale.

On peut en effet s'interroger sur l'ambivalence culturelle de l'étranger, qui est une forme de son cosmopolitisme, et sur sa loyauté vis-à-vis de la société d'accueil. Dans un essai sur « L'étranger », le sociologue Alfred Schütz, lui-même exilé aux États-Unis dans les années 1940, a fort bien décrit cette réserve que s'impose naturellement l'étranger, toujours un peu sur le « bord » ou sur la « frontière » des sociétés d'accueil. Nous y reviendrons plus loin. Cette réalité-là, que connaissent tous les exilés et même leurs descendants, se complique et se durcit quelque peu quand on reste trop

- Maurice Godelier,
Les tribus dans l'Histoire et face aux États, 2010.
- Philippe de Saint Robert,
Juin 40 ou les paradoxes de l'honneur, 2010.
- Jean-François Sabouret,
Japon. La fabrique des futurs, 2011.
- François Jost,
De quoi les séries américaines sont-elles le symptôme?, 2011.
- Jean-François Sirinelli,
L'Histoire est-elle encore française?, 2011.
- Emmanuel Pierrat,
Faut-il rendre les œuvres d'art?, 2011.
- Pierre-André Taguieff,
Le nouveau national-populisme, 2012.
- Jean-Pierre Machelon,
La laïcité demain – Exclure ou rassembler?, 2012.
- Vincent Hugué,
Afrique, le mirage démocratique, 2012.
- Christophe Jaffrelot,
Inde, l'envers de la puissance: inégalités et révoltes, 2012.
- Bertrand Badie,
Quand l'Histoire commence, 2013.
- Jacques Testart,
À qui profitent des OGM?, 2013.

- Michel Wieviorka,
L'impératif numérique ou La nouvelle ère des sciences humaines et sociales ?, 2013.
- Alain Bauer,
Dernières nouvelles du crime, 2013.
- Catherine Wihtol de Wenden,
Le droit d'émigrer, 2013.
- Guillaume Devin,
Un seul monde. L'évolution de la coopération internationale, 2014.
- Michel Foucher,
Frontières d'Afrique. Pour en finir avec un mythe, 2014.
- Jacques Follorou,
Démocraties sous contrôle. La victoire posthume d'Oussama Ben Laden, 2014.
- Jean-François Daguzan,
La fin de l'État-Nation ?, 2015.
- Alain Bauer,
Qui est l'ennemi ?, 2015.
- Michel Foucher,
Le retour des frontières, 2016.
- Bruno Tertrais,
Les guerres du climat. Contre-enquête sur une mythe moderne, 2016.